



Chapitre S-12

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉBEC

- Constitution. Nom. **1.** Une compagnie à fonds social, ci-après appelée «la Société» est constituée sous le nom de «Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec».
- Nom. La Société peut également être désignée sous le nom de «REXFOR».
1973, c. 21, a. 1; 1977, c. 5, a. 14.
- Siège social. **2.** La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit, avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.
1973, c. 21, a. 2.
- Objets. **3.** La Société a pour objets:
a) de récupérer et d'exploiter toute agglomération de bois du domaine public que lui désigne le gouvernement et d'exécuter ou diriger les recherches nécessaires à ces fins;
b) de revaloriser, par toute mesure sylvicole appropriée, de conserver et de protéger les forêts et les terrains à vocation forestière qui lui sont indiqués par le gouvernement;
c) de stimuler l'implantation et le développement de l'industrie forestière ainsi que la création d'emplois nouveaux.
1973, c. 21, a. 3.
- Fonds social. **4.** Le fonds social autorisé de la Société est de \$58,750,000.
Actions. Il est divisé en 587,500 actions d'une valeur nominale de cent dollars chacune.
1973, c. 21, a. 4; 1977, c. 34, a. 1.

- Attribution. **5.** Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des finances.
1973, c. 21, a. 5.
- Païement pour actions. **6.** Le ministre des finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, au cours de l'exercice financier 1973/1974, une somme de \$5,000,000 pour 50,000 actions entièrement acquittées de son capital social et, au cours de chacun des quatre exercices financiers subséquents, une somme de \$1,250,000 pour 12,500 actions entièrement acquittées de son capital social.
- Païement pour actions. Le ministre des finances paiera de plus à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, au cours de chacun des exercices financiers 1978/1979, 1979/1980 et 1980/1981, une somme de \$1,250,000 pour 12,500 actions entièrement acquittées de son capital social.
- Certificats. La Société délivrera au ministre des finances des certificats d'actions en retour de ces paiements.
1973, c. 21, a. 6; 1977, c. 34, a. 2.
- Païement pour actions. **7.** Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement et pour l'exécution de projets spéciaux que ce dernier détermine, une somme de \$15,000,000 pour 150,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.
- Versements. Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année financière 1977/1978; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa.
- Païement pour actions. Le ministre des finances est de plus autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement et pour l'exécution de projets spéciaux que ce dernier détermine, une somme de \$30,000,000 pour 300,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.
- Versements. Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année financière 1980/1981; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au troisième alinéa.
1973, c. 21, a. 7; 1977, c. 34, a. 3.
- Emploi des sommes versées. **8.** La Société doit employer les sommes qui lui sont versées en vertu de l'article 7 pour l'exécution des projets spéciaux déterminés

par le gouvernement et non pour l'exécution d'autres projets ou pour ses opérations courantes.

1973, c. 21, a. 8.

Dépôt d'arrêtés. **9.** Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 7 doit être déposé sans délai à l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

1973, c. 21, a. 9.

Conseil d'administration. **10.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement pour une période qui ne peut être inférieure à un an et qui ne peut excéder dix ans. Au moins un de ces membres doit être un fonctionnaire du gouvernement ou d'un de ses organismes.

Administrateurs. Les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies.

1973, c. 21, a. 10.

Traitements, indemnités. **11.** Le gouvernement fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, du président, du vice-président et des autres membres du conseil d'administration de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

1973, c. 21, a. 11.

Fonctions continuées. **12.** Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

1973, c. 21, a. 12.

Qualité requise. **13.** Nul ne peut être membre du conseil d'administration s'il n'est pas domicilié au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

1973, c. 21, a. 13.

Intérêts prohibés. **14.** Les membres du conseil d'administration de la Société et ses fonctionnaires ou employés ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toute-

fois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

1973, c. 21, a. 14.

Services exclusifs. **15.** Le président et le vice-président doivent s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de leurs fonctions.
Responsabilité du président. Le président est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

1973, c. 21, a. 15.

Secrétaire et employés. **16.** Le secrétaire et les employés de la Société qui ne sont pas régis par une convention collective de travail sont rémunérés suivant les normes et les barèmes établis par règlement de la Société approuvé par le gouvernement.

1973, c. 21, a. 16.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement. **17.** La Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

- a) acquérir un intérêt dans une entreprise;
- b) contracter un emprunt qui porte à plus de \$500,000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées;
- c) consentir des prêts;
- d) conclure un contrat l'engageant pour plus de cinq ans;
- e) acquérir des immeubles ou de la machinerie aux fins de les revendre ou de les louer aux propriétaires d'entreprises forestières;
- f) adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

1973, c. 21, a. 17.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement. **18.** La Société peut, avec l'approbation du gouvernement, faire l'expédition en dehors du Québec de bois provenant du domaine public s'il paraît contraire à l'intérêt général d'en disposer autrement. Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent alinéa doit être déposé devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son adoption ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de la session suivante.

1973, c. 21, a. 18.

Pouvoirs avec approbation du ministre. **19.** La Société peut, avec l'approbation du ministre des terres et forêts,

- a) conclure des accords avec toute personne ainsi qu'avec tout organisme public ou privé, en vue de contribuer à l'approvisionnement

ment des industries forestières en matière première et à la stabilisation de ces industries;

b) conclure des accords avec toute personne ou avec tout organisme public ou privé, pour la coupe, l'écorçage, le sciage, l'usinage et la vente du bois ou des produits du bois;

c) conclure des accords avec toute personne ou avec tout organisme public ou privé en vue de revaloriser et de protéger les forêts et terrains visés au paragraphe *b* de l'article 3.

1973, c. 21, a. 19.

Dividendes. **20.** Les dividendes payés par la Société sont fixés par le ministre des finances et non par les administrateurs.

Restriction. Aucun dividende ne peut être ordonné dont le paiement réduirait à moins d'un tiers du capital versé de la Société son surplus accumulé.

1973, c. 21, a. 20.

Règlements spéciaux. **21.** Le gouvernement peut faire des règlements spéciaux touchant les conditions des contrats ou engagements de la Société et il peut déterminer en quels cas ces contrats et engagements seront soumis à l'approbation soit du gouvernement, soit du Conseil du trésor.

1973, c. 21, a. 21.

Pouvoir du gouvernement. **22.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le gouvernement, tout montant jugé nécessaire, jusqu'à concurrence d'une somme de \$25 millions, pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions, afin de lui permettre de contribuer à l'approvisionnement des industries forestières en matière première et à la stabilisation de ces industries, et de favoriser la coupe, l'écorçage, le sciage, l'usinage et la vente du bois et des produits du bois;

c) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution des autres dispositions de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour un laps de temps et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

Sommes requises. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

1973, c. 21, a. 22.

- Année financière. **23.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.
1973, c. 21, a. 23.
- Budget d'investissement. **24.** Avant le début de chaque année financière, la Société doit préparer et transmettre pour approbation au Conseil du trésor un budget d'investissement et un budget de fonctionnement.
1973, c. 21, a. 24.
- Rapport annuel. **25.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des terres et forêts un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre prescrit ainsi que ceux que la Loi sur les compagnies oblige les administrateurs à fournir annuellement aux actionnaires.
- Dépôt. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
- Renseignements. La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre des terres et forêts tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.
1973, c. 21, a. 25.
- Vérification. **26.** Les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement.
1973, c. 21, a. 26.
- Dispositions non applicables. **27.** Les articles 158 à 162 de la Loi sur les compagnies ne s'appliquent pas à la Société.
1973, c. 21, a. 27.
- Application de la loi. **28.** Le ministre des terres et forêts est chargé de l'application de la présente loi.
1973, c. 21, a. 29.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 21 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 30 à 34 et 36, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-12 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1973 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 21

Chapitre S-12

<p>LOI DE LA SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EX- PLOITATION ET DE DÉ- VELOPPEMENT FO- RESTIERS DU QUÉBEC</p>	<p>LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉ- BEC</p>
---	--

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 27	1 - 27	
28		Modification intégrée au c. R-12, a. 55
29	28	
30 - 36		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

